



Distribution: générale

Date: 21 février 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/7/3/Rev.2

Plans stratégiques de pays

**Pour approbation**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Plan stratégique de pays – Indonésie (2017–2020)**

Durée	Mars 2017–décembre 2020
Coût total pour le PAM	13 millions de dollars
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A

\* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

### **Résumé**

Au cours de la dernière décennie, l'Indonésie a divisé par deux le pourcentage d'habitants souffrant de la faim et vivant dans l'extrême pauvreté. Il est possible de parvenir à garantir à tous les Indonésiens la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition, en particulier si le Gouvernement renforce ses capacités de lutte contre la malnutrition, d'adaptation au changement climatique et de préparation aux catastrophes.

La souveraineté alimentaire et la nutrition sont au cœur du Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019. Le Gouvernement sollicite le soutien du PAM pour deux de ses cinq priorités: améliorer la nutrition et la qualité de l'alimentation, et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.

Le présent plan stratégique de pays s'appuie sur un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition et intègre les observations en retour formulées par le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires du développement. Le Gouvernement, de même que les conclusions issues de l'examen stratégique et de l'évaluation du portefeuille de pays, préconisaient que le PAM se concentre sur le conseil en matière de politiques, le développement des capacités et le partage des connaissances afin d'étayer les investissements du Gouvernement dans la sécurité alimentaire, la nutrition et la préparation aux crises.

#### **Coordonnateurs responsables:**

M. D. Kaastrud  
Directeur régional  
Asie et Pacifique  
courriel: [david.kaastrud@wfp.org](mailto:david.kaastrud@wfp.org)

Mme A. Webb  
Directrice de pays  
courriel: [anthea.webb@wfp.org](mailto:anthea.webb@wfp.org)

Dans le but de réduire de 9 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave d'ici à 2020, quatre activités seront menées au titre du présent plan stratégique de pays pour obtenir trois effets directs stratégiques:

- Effet direct stratégique 1: réduction de l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an, la priorité étant donnée aux personnes et aux régions les plus vulnérables grâce à l'adoption d'une approche fondée sur des données probantes:
  - Activité 1: aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes.
- Effet direct stratégique 2: augmentation de la proportion de consommateurs indonésiens qui adoptent une alimentation plus équilibrée, permettant à l'Indonésie d'atteindre sa cible nationale en matière de régime alimentaire souhaitable (92,5) d'ici à 2019:
  - Activité 2: promouvoir l'adoption d'une alimentation équilibrée pour lutter contre la dénutrition et le surpoids.
  - Activité 3: améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de protection sociale.
- Effet direct stratégique 3: renforcement des capacités logistiques d'urgence de l'Indonésie pour permettre au pays de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée:
  - Activité 4: améliorer la préparation et les interventions en cas de situation d'urgence au moyen de l'établissement d'un réseau intégré de plateformes logistiques.

Le PAM s'emploiera à obtenir ces effets directs stratégiques en collaborant avec un vaste éventail d'acteurs. Son principal partenaire est le Gouvernement. En outre, le PAM coopérera et se concertera avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'initiative de traitement des données Global Pulse du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le mouvement Renforcer la nutrition, des organisations locales et internationales de la société civile, le secteur privé, les médias et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Le présent plan stratégique de pays est aligné sur les résultats stratégiques 1 et 2 énoncés dans le Plan stratégique du PAM pour 2017–2021 et sur les objectifs de développement durable 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable) et 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). Le plan est cohérent avec le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement (2016–2020) et a obtenu la note 2A pour ce qui est du marqueur de l'égalité hommes-femmes.

### **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Indonésie (2017–2020) (WFP/EB.1/2017/7/3/Rev.2), pour un coût total pour le PAM de 13 millions de dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) qui compte 250 millions d'habitants.
2. La croissance économique rapide des dix dernières années a transformé la vie de millions d'Indonésiens, mais les avantages n'ont pas été partagés équitablement. L'Indonésie s'est classée au 110<sup>ème</sup> rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015<sup>1</sup>.
3. Le montant net de l'aide publique au développement allouée à l'Indonésie a diminué, passant de 1,4 milliard de dollars en 2010 à 1,1 milliard de dollars en 2015. Le Gouvernement s'oriente vers des partenariats plus équilibrés avec les acteurs du développement; il a indiqué qu'il allouerait des fonds de contrepartie aux activités portant sur ses priorités de développement et s'emploie à mettre en place un mécanisme juridique lui permettant d'apporter des contributions directes aux programmes des Nations Unies conduits en Indonésie. Dans le cadre d'un examen à mi-parcours, le PAM se demandera s'il a les moyens financiers de maintenir sa présence dans le pays.

### 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

#### *Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2*

4. L'Indonésie a atteint l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à diviser par deux la proportion d'habitants sous-alimentés. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait prévu que la sous-alimentation passerait de 19,7 pour cent en 1990-1992 à 7,6 pour cent en 2014-2016. Selon l'indice de la faim dans le monde de 2016<sup>2</sup>, l'Indonésie se classait au 72<sup>ème</sup> rang sur 118 pays, derrière le Cambodge, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam.
5. En 2015, l'Atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité en Indonésie a fait apparaître que la sécurité alimentaire s'était améliorée dans deux districts ruraux sur trois depuis 2010. Il était signalé toutefois que ces progrès risquaient de stagner si l'on ne s'attaquait pas à des problèmes tels que l'accès limité à la nourriture, la malnutrition, le changement climatique et la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles; 58 districts ruraux sur 398 étaient fortement exposés à l'insécurité alimentaire.
6. D'après les conclusions de l'atlas, l'Indonésie progresserait probablement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les années à venir. De plus, le pays avait besoin de programmes centrés sur la réduction de la pauvreté, la nutrition et la diversification de l'alimentation et, pour que ces programmes réussissent, le Gouvernement devait veiller à équilibrer les subventions et les programmes de protection sociale.
7. L'Indonésie s'est rapidement attelée à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et de nombreux indicateurs relatifs à ces objectifs sont déjà intégrés dans les statistiques gouvernementales. Il est trop tôt pour rendre compte de ces efforts, mais on trouvera dans les parties ci-après une description des progrès accomplis sur la voie de la réalisation de chaque cible.

*Cible 1 de l'ODD 2: D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.*

8. L'Indonésie a atteint l'objectif du Millénaire sur le développement relatif à la faim, mais le rapport de 2015 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde a indiqué que le pays n'était pas en voie de diviser par deux le nombre de personnes sous-alimentées et a estimé à 19,4 millions le nombre de personnes qui ne pouvaient pas satisfaire leurs besoins alimentaires en 2014.
9. La pauvreté, l'instabilité des prix des denrées alimentaires et le manque d'infrastructures entravent l'accès à la nourriture, surtout dans les zones reculées. En Indonésie, les prix du riz

---

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

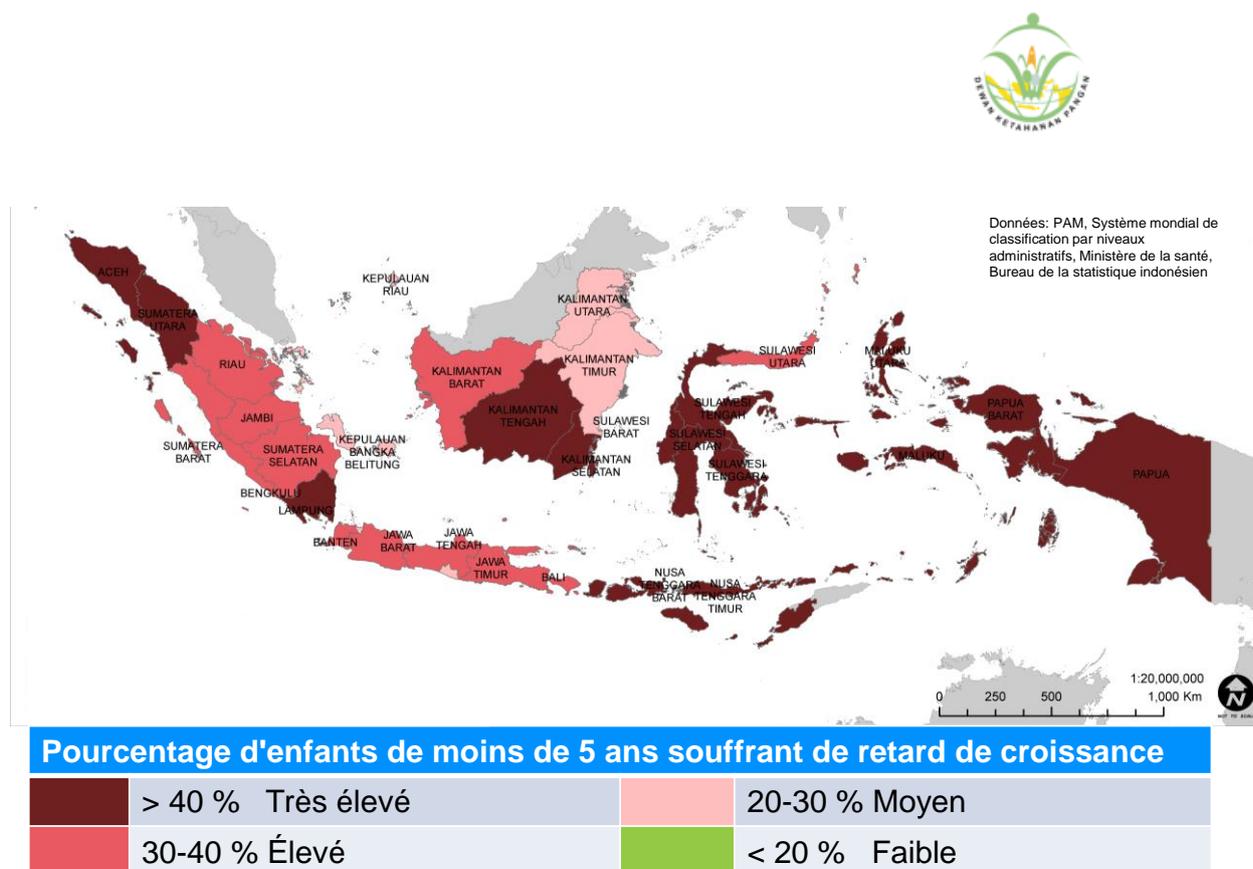
<sup>2</sup> Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

dépassent de 50 à 70 pour cent les prix observés en Thaïlande ou au Viet Nam – une lourde charge pour 92 pour cent des Indonésiens qui sont des acheteurs nets de riz. Les prix des aliments plus nutritifs tels que les fruits, les légumes et les protéines sont aussi plus élevés que dans les pays voisins<sup>3</sup>.

10. En 2012, une étude sur le coût d'un régime alimentaire nutritif menée par le PAM et le Ministère de la santé a montré que seulement 25 pour cent des ménages du district de Timor Tengah Selatan avaient les moyens de couvrir leurs besoins nutritionnels, contre 80 pour cent à Surabaya (Java-Est). Le constat souligne l'inégalité de l'accès aux aliments nutritifs dans le pays.
11. D'après une étude de 2012 réalisée par le Bureau indonésien de la statistique, les ménages dirigés par une femme, qui ne représentent que 14 pour cent de la population, accordent systématiquement une attention particulière à la sécurité alimentaire et à la nutrition, avec une consommation plus élevée de calories et de protéines que dans les ménages dirigés par un homme<sup>4</sup>. Cette observation laisse penser que les transferts monétaires assortis de conditions assurés par le Gouvernement en faveur des femmes pourraient contribuer à améliorer les régimes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition en augmentant le pouvoir d'achat des femmes au sein des ménages.

*ODD 2.2: D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.*

**Figure 1: Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans en Indonésie, en 2013**



<sup>3</sup> Banque mondiale, Bulletin trimestriel d'information économique pour l'Indonésie, octobre 2016.

<sup>4</sup> Hardjo, S.H. 2012. *A Gender Analysis of Food Security Statistics from Indonesia National Socioeconomic Survey 2011*. Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique, vingt-quatrième session, Da Nang.

12. Selon le Rapport sur la nutrition mondiale<sup>5</sup>, l'Indonésie est en voie d'atteindre la cible de l'Assemblée mondiale de la santé concernant l'allaitement maternel exclusif. En revanche, le pays est en retard pour ce qui est des cibles relatives au retard de croissance, à l'émaciation et au surpoids chez les enfants de moins de 5 ans.
13. L'enquête de base sur la santé effectuée par le Ministère de la santé a révélé que la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans était passée de 36,8 pour cent en 2007 à 37,2 pour cent en 2013 (36,2 pour cent chez les filles et 38,1 pour cent chez les garçons). L'émaciation a reculé, passant de 13,6 pour cent en 2007 à 12,1 pour cent en 2013 (13,3 pour cent chez les garçons et 11,5 pour cent chez les filles), mais son niveau reste alarmant. Dans le même temps, 12 pour cent des enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids et la proportion de personnes de plus de 15 ans en surpoids ou obèses a fortement augmenté, passant de 18,8 pour cent à 26,6 pour cent. Près d'un quart des femmes en âge de procréer souffraient d'anémie.
14. Même dans le quintile le plus aisé, 29 pour cent des enfants souffrent d'un retard de croissance. L'insuffisance pondérale touche les enfants de moins de 5 ans dans toutes les catégories de revenus; la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adultes a augmenté quel que soit le niveau de revenu.
15. La malnutrition est omniprésente, mais sa prévalence est plus forte dans les zones où les infrastructures sont peu développées et où l'accès aux écoles, aux marchés et aux hôpitaux est limité. Les ménages qui, soit pratiquent une agriculture de subsistance, soit vivent dans des bidonvilles où l'assainissement est insuffisant sont les plus touchés par la malnutrition.
16. La consommation alimentaire se diversifie lentement: le score national relatif au régime alimentaire souhaitable<sup>6</sup> a progressé, passant de 75,7 en 2009 à 81,4 en 2013. Au cours des dix dernières années, la proportion moyenne du revenu consacrée à l'alimentation a diminué, mais les dépenses liées aux aliments transformés ont augmenté, ce qui témoigne de l'importance croissante du secteur privé pour la sécurité alimentaire et la nutrition. La consommation accrue d'aliments transformés a progressé, notamment du fait de l'urbanisation rapide et de la proportion croissante de femmes dans la main-d'œuvre rémunérée (33 pour cent en 2013 contre 27 pour cent en 2003). La consommation d'aliments transformés fait partie des facteurs associés à l'augmentation rapide de l'obésité.

*ODD 2.3: D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles.*

17. L'agriculture est l'activité principale d'un tiers de la population active – 33 pour cent de la main-d'œuvre féminine et 36 pour cent de la main-d'œuvre masculine. Malgré cela, la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) a reculé, passant de 24 pour cent en 1980 à 13,5 pour cent en 2015.
18. La pauvreté se concentre dans les zones rurales: 59 pour cent des Indonésiens qui sont pauvres vivent de l'agriculture ou de la pêche, et 14,3 pour cent de la population rurale vit au-dessous du seuil de pauvreté, contre 8,3 pour cent de la population urbaine. Les femmes sont plus exposées à la pauvreté du fait des iniquités dont elles sont victimes en matière de répartition des revenus, d'accès au crédit, de contrôle de la propriété et des ressources naturelles et d'accès aux moyens d'existence.
19. Le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 vise à appuyer les petits exploitants au moyen d'investissements importants dans les infrastructures, la vulgarisation et l'adaptation aux risques environnementaux. Le Gouvernement a considérablement augmenté ses investissements dans l'agriculture, essentiellement sous la forme d'intrants subventionnés et de

---

<sup>5</sup> IFPRI. 2015. *Rapport sur la nutrition mondiale*. Profil nutritionnel de l'Indonésie: <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/129822>.

<sup>6</sup> Il s'agit d'un indicateur mis au point par le Gouvernement, qui mesure le degré auquel la population consomme tous les principaux groupes d'aliments. Un score de 100 indiquerait une consommation adéquate de tous les grands groupes d'aliments.

crédit. L'appui total fourni par le Gouvernement au secteur agricole a atteint 4,6 pour cent du PIB en 2016.

*ODD 2.4: D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.*

20. Les systèmes alimentaires de l'Indonésie sont souvent perturbés par des catastrophes naturelles. Depuis le tsunami de 2004, le pays a connu en moyenne une catastrophe majeure par mois, qu'il s'agisse de séismes, d'éruptions volcaniques ou de tsunamis; le changement climatique a aggravé le risque d'inondation, de glissement de terrain, de sécheresse et d'élévation du niveau de la mer. Le Gouvernement a réagi à ces défis avec efficacité, mais il vise à renforcer encore son état de préparation et ses interventions en cas de catastrophe afin de limiter autant que possible l'impact sur la sécurité alimentaire et le développement.
21. Le changement climatique a des incidences sur le régime des précipitations, ce qui accroît les risques de phénomènes météorologiques et de diffusion de ravageurs et de maladies des cultures. Il est probable que les exploitants agricoles constatent une évolution des rendements et de la productivité, susceptible de compromettre leur résilience. Les stratégies d'adaptation et la gestion de l'eau tiendront une place croissante.
22. Des systèmes d'alerte rapide améliorés pour les catastrophes soudaines ou à évolution lente, des mesures d'incitation à la recherche, et le développement de cultures résistantes aux effets du changement climatique aideront l'Indonésie à atteindre cette cible.

### ***Environnement macroéconomique***

23. Entre 2000 et 2015, l'Indonésie a vu son économie progresser de 5,3 pour cent par an en moyenne, ce qui l'a placée en tête des pays d'Asie du Sud-est. Face à la récession mondiale, en 2016, l'économie du pays s'est avérée plus résiliente que celles d'autres pays dépendant des produits de base.
24. Le coefficient de Gini de l'Indonésie est passé de 0,31 en 2003 à 0,40 en 2016. En 2016, 28 millions de personnes vivaient dans la pauvreté, soit 10,9 pour cent de la population. La stabilité des prix des produits alimentaires et les programmes d'assistance sociale figuraient parmi les principaux facteurs qui ont présidé à la réduction de la pauvreté en 2016<sup>7</sup>. La baisse des taux de pauvreté a été plus rapide et plus marquée parmi les ménages dirigés par un homme que parmi ceux dirigés par une femme.

### ***Liens intersectoriels***

25. Le développement humain a progressé plus lentement que le développement économique. Un tiers de la population indonésienne n'a accès ni à l'eau potable ni à l'assainissement, ce qui a des répercussions sur la nutrition<sup>8</sup>.
26. L'Indonésie a presque atteint son objectif de scolarisation de 100 pour cent des enfants dans l'enseignement primaire, avec 92 pour cent des garçons et 93 pour cent des filles scolarisés en 2012. Le taux d'abandon des filles est sensiblement plus élevé que celui des garçons, surtout dans le cycle secondaire, et 4,8 millions d'enfants – pour la plupart des filles en âge d'être scolarisés dans le secondaire – ne vont pas à l'école, en raison notamment de mariages précoces et de contraintes financières et culturelles.
27. L'Indonésie s'efforce de réaliser l'ODD 5 relatif à l'égalité des sexes au moyen de mesures visant à autonomiser les femmes. À l'heure actuelle, le pays se classe au 110<sup>ème</sup> rang sur 155 pays selon l'indice d'inégalités de genre<sup>9</sup>. La mortalité maternelle, les mariages d'enfants et les inégalités

<sup>7</sup> Bureau central de la statistique.

<sup>8</sup> Ministère de la santé. 2014. Enquête de base sur la santé, 2013.

<sup>9</sup> PNUD. 2015. *Rapport sur le développement humain: Le travail au service du développement humain. Notes d'information sur l'Indonésie*: [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/IDN.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/IDN.pdf).

d'accès aux moyens de production influent sur la nutrition et la sécurité alimentaire des femmes, des hommes, des garçons et des filles les plus vulnérables. Le taux de mortalité maternelle n'a pas baissé aussi vite que d'autres indicateurs, puisqu'il s'élève à 305 décès pour 100 000 naissances vivantes. Chaque année, près de 500 000 adolescentes donnent naissance à un enfant. Les taux élevés d'anémie et d'insuffisance pondérale chez les femmes et les adolescentes en âge de procréer sont associés au mauvais état de santé des mères et des nourrissons.

28. Les femmes représentent 38 pour cent de la population active nationale: la plupart de celles qui vivent en milieu rural travaillent à domicile, dans les plantations ou dans les exploitations familiales. Qu'elles soient employées dans le secteur formel ou informel, elles gagnent en moyenne 17 pour cent de moins que les hommes. Une évaluation rapide de la situation des deux sexes menée par le PAM en 2012 a indiqué que les femmes n'exerçaient guère d'influence sur les actifs et la prise de décisions au sein des ménages, y compris en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Leur situation est d'autant plus pesante qu'elles n'ont pas suffisamment accès à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie. En outre, les femmes accèdent plus difficilement à l'information et aux structures décisionnelles officielles. Elles sont faiblement représentées au sein des groupements d'agriculteurs, qui se composent principalement de chefs de famille masculins. Les activités de vulgarisation s'adressent rarement aux femmes, sauf s'il est question de nutrition et de planification familiale. Les ménages pauvres dirigés par une femme – qui représentent 12 millions de personnes – risquent davantage d'être touchés par les chocs<sup>10</sup>.

### 1.3 Lacunes et difficultés relatives à l'ODD 2

29. En 2014, le PAM et le Bureau du Président indonésien ont fait réaliser un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le pays: l'Institut de recherche de l'Unité chargée du suivi de la situation sociale et des interventions rapides (SMERU) a recensé sept lacunes à corriger:
- i) Le manque de cohérence entre les politiques et la conception des programmes entraîne une concurrence pour l'accès à des ressources limitées et compromet l'efficacité. Ainsi, les efforts visant l'autosuffisance alimentaire privilégient l'accroissement de la production d'aliments de base et ignorent la diversification de l'alimentation et la nutrition; et les politiques en matière de nutrition portent principalement sur les services de santé sans s'occuper de l'alimentation.
  - ii) La couverture géographique des interventions est réduite. Les budgets alloués à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont gérés par les ministères de l'agriculture, des affaires sociales et de la santé et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Entre 2010 et 2013, les crédits budgétaires affectés à la sécurité alimentaire et à la nutrition étaient estimés à seulement 1,75 pour cent du budget national, d'où une couverture limitée; de nombreux programmes en étaient encore à la phase d'expérimentation ou étaient mis en œuvre partiellement.
  - iii) Certains moyens d'améliorer la nutrition n'ont pas été exploités. S'ils tenaient davantage compte de la nutrition, les programmes nationaux de protection sociale tels que les programmes *Rastra* et *Espoir* pour les familles pourraient améliorer simultanément l'accès des ménages à la nourriture et les services sociaux.
  - iv) Les fonctionnaires, les agents de vulgarisation et le public sont mal informés sur la sécurité alimentaire et la malnutrition, notamment le retard de croissance. Le faible nombre de spécialistes parmi le personnel et les formations inadéquates freinent la réalisation des objectifs fixés en la matière.
  - v) Les mécanismes de suivi et d'évaluation visent principalement l'établissement de rapports administratifs, mais rarement la mesure des résultats obtenus ou l'amélioration de la mise en œuvre des programmes.

---

<sup>10</sup> Fonds international pour le développement agricole (FIDA). 2016. République d'Indonésie – Programme d'options stratégiques pour le pays, août 2016: <https://webapps.ifad.org/members/eb/118/docs/french/EB-2016-118-R-13.pdf>

- vi) Compte tenu de la faiblesse des dispositifs institutionnels relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est difficile de tenir les institutions et les responsables comptables de leur action dans les divers secteurs et entités administratives.
  - vii) L'attention accordée au changement de comportement et à l'éducation est insuffisante. La communication étant inadéquate, les communautés et les bénéficiaires sont mal informés, et les campagnes de sensibilisation et les formations ne font pas évoluer les comportements. Les médias ne sont pas suffisamment mis à contribution pour diffuser des messages sur l'alimentation et sur la nutrition.
30. L'examen stratégique a permis de dégager six propositions de mesures à moyen terme:
- i) créer aux niveaux central et local des institutions chargées de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et veiller au respect des obligations redditionnelles;
  - ii) augmenter le budget affecté à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et accroître le nombre de prestataires de services et améliorer la qualité de leurs services;
  - iii) tenir compte de la nutrition dans les filets de protection sociale et les activités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, et améliorer le ciblage et l'efficacité;
  - iv) intervenir en priorité dans les districts vulnérables avec des programmes de réduction immédiate de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
  - v) promouvoir la sensibilisation et l'éducation dans tous les secteurs de la société; et
  - vi) créer un système au sein duquel les communautés et les organismes publics et privés collaborent à la mise en œuvre de projets conjoints.

## 1.4 Priorités du pays

### *Priorités du Gouvernement*

31. Le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 définit les priorités suivantes: i) le développement humain, y compris la nutrition; ii) le développement du secteur primaire, y compris la souveraineté alimentaire; et iii) la réduction de la pauvreté et le développement des régions reculées. Pour parvenir à la souveraineté alimentaire, le Gouvernement vise à: i) renforcer la sécurité alimentaire en accroissant la production; ii) stabiliser les prix; iii) améliorer la qualité de la consommation alimentaire et de la nutrition en encourageant l'adoption d'une alimentation équilibrée; iv) atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire; et v) améliorer le sort des agriculteurs.
32. La législation alimentaire consacre le droit à l'alimentation et l'obligation faite à l'État de fournir à tout moment à l'ensemble des citoyens une nourriture suffisante, saine et équilibrée sur le plan nutritionnel. La loi de 2007 sur la gestion des catastrophes instaure le droit de la population à bénéficier d'une assistance (vivres, services de santé, eau et assainissement) en cas de catastrophe. Un décret présidentiel de 2013 a orchestré le lancement du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) qui mobilise 13 ministères. Le PAM, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) soutiennent cette initiative.
33. Le Conseil chargé de la sécurité alimentaire qui est dirigé par le Président émet des avis sur les politiques régissant la fourniture et la distribution, les réserves, la diversification et la qualité des produits alimentaires. Les politiques relatives à la sécurité alimentaire misent sur la production alimentaire pour parvenir à l'autosuffisance. L'agence nationale chargée de la logistique s'emploie à stabiliser le prix du riz et distribue du riz subventionné aux personnes démunies. Les subventions aux achats d'intrants et les restrictions imposées aux importations visent à réguler l'offre de riz. La diversité du régime alimentaire est de plus en plus reconnue comme jouant un rôle important dans la santé et la nutrition.
34. La protection sociale constitue une priorité du Gouvernement. Les dispositifs d'assistance sociale liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition sont les suivants:
- le programme *Rastra* de fourniture de riz subventionné qui permet à 15,5 millions de ménages d'acheter du riz à des prix inférieurs à ceux du marché;

- le programme Espoir pour les familles, qui fournit des transferts monétaires assortis de conditions pour réduire la pauvreté et améliorer les effets directs en matière de santé et d'éducation; la couverture est actuellement élargie à 6 millions de ménages;
- le Programme national de nutrition pour les écoliers, qui prévoit la distribution de repas aux enfants des écoles primaires et est en cours de réintroduction avec des fonds publics; et
- le programme Jardins potagers familiaux durables, qui vise à accroître la production de légumes pour améliorer la diversité alimentaire dans 6 894 villages.

### ***Système des Nations Unies et autres partenaires du développement***

35. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour la période 2016 à 2020 appuie le Gouvernement dans les domaines suivants: i) réduction de la pauvreté, développement durable équitable, moyens d'existence et travail décent; ii) accès équitable aux services sociaux et à la protection sociale; iii) préservation de l'environnement et renforcement de la résilience face aux crises; et iv) amélioration de la gouvernance et accès équitable à la justice.
36. À la demande du Gouvernement, les institutions des Nations Unies interviendront dans les domaines suivants: conseil en matière de politiques, développement des capacités et partage des connaissances.
37. Les activités des autres organismes des Nations Unies intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment la FAO, le FIDA, l'UNICEF et l'OMS, sont en phase avec le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement agissent elles aussi en faveur de l'agriculture, du développement rural et de la nutrition.
38. Le bureau du PAM en Indonésie collabore avec la FAO, le FIDA, l'UNICEF, l'OMS et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Ces organismes ont été consultés pour faire en sorte que le présent plan stratégique de pays (PSP) complète leur action et pour éviter les chevauchements d'activités.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Enseignements tirés de l'expérience**

39. Le PAM mène des activités en Indonésie depuis 1964. Entre 2012 et 2015, il a axé son action sur le développement des capacités nationales dans les domaines suivants: i) cartographie, suivi et analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité; ii) réduction des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique; et iii) réduction de la dénutrition.
40. Les enseignements tirés des programmes précédents indiquaient qu'il fallait notamment:
  - mener des consultations, travailler en partenariat et être en phase avec les politiques et les programmes publics;
  - allouer les rares ressources aux activités susceptibles de renforcer les capacités institutionnelles;
  - s'adapter à l'évolution des besoins du Gouvernement et des partenaires;
  - rechercher l'établissement de partenariats avec les pouvoirs publics et le secteur privé pour réaliser des objectifs communs et améliorer l'efficacité et l'efficience des interventions du PAM.

### **2.2 Potentialité pour le PAM**

41. Le fait que le Plan national de développement à moyen terme accorde une grande importance à la sécurité alimentaire et à la nutrition donne au PAM la possibilité de partager ses connaissances avec le Gouvernement concernant la situation de l'Indonésie en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, aux fins de la réalisation de l'objectif consistant à assurer à tous les Indonésiens un accès à des aliments nutritifs.

42. L'examen stratégique et l'évaluation du portefeuille de pays portant sur les opérations du PAM pendant la période 2009–2013 préconisaient que le PAM centre ses efforts sur l'élaboration de stratégies fondées sur des données factuelles, qui puissent être transposées à plus grande échelle par des entités publiques et privées, en particulier dans le secteur de la nutrition.
43. L'accent placé par le Gouvernement sur la réduction des risques de catastrophe au moyen de la préparation aux catastrophes naturelles permet au PAM de faire valoir ses connaissances en matière de préparation aux situations d'urgence et son rôle de gestionnaire du Réseau d'entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies.
44. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie a fait ressortir plusieurs avantages comparatifs du PAM et a recommandé à celui-ci les actions prioritaires suivantes:
  - i) Renforcer la dimension nutritionnelle dans les programmes de protection sociale et la gestion des catastrophes. Le rapport indique que les filets de protection sociale de l'Indonésie sont susceptibles d'être utilisés pour améliorer les effets directs relatifs à la nutrition en favorisant l'accès aux bons aliments au bon moment. Le PAM devrait mettre à profit sa longue expérience de collaboration avec les gouvernements pour faire en sorte que les filets de protection sociale donnent de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et pour renforcer le suivi et l'évaluation.
  - ii) Augmenter les capacités de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes. Le PAM pourrait renforcer l'aptitude de cette autorité à coordonner tous les acteurs humanitaires, aux fins de la conduite d'interventions à dimension nutritionnelle plus efficaces et plus efficientes. Il pourrait également aider les autres autorités nationales et provinciales à renforcer leurs capacités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe.
  - iii) Faire en sorte que la priorité soit donnée aux districts en situation d'insécurité alimentaire. Le PAM devrait appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de plans de travail dans les districts prioritaires, et les adapter aux conditions locales. Il pourrait également préconiser la mise en place ou la relance de l'appui nutritionnel en faveur des jeunes enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes, ainsi que de la supplémentation alimentaire dans les écoles utilisant des produits locaux, conformément à la politique nationale d'alimentation scolaire.
  - iv) Améliorer les partenariats public-privé. Le PAM a collaboré avec des entités privées indonésiennes et internationales pour améliorer la qualité des aliments complémentaires commercialisés en Indonésie. Le PAM et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition appuient le réseau mondial d'entreprises SUN et pourraient à ce titre aider le Gouvernement à mobiliser le secteur privé pour relever les défis qui se posent dans le pays en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Fort de ses connaissances spécialisées, le PAM pourrait en outre formuler des avis sur les mécanismes de marché propres à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Indonésie.

### 2.3 Réorientations stratégiques

45. Le présent PSP remplace le programme de pays 200914 (2016–2020)<sup>11</sup>, en accord avec la politique en matière de PSP<sup>12</sup> et la structure financière décrite dans l'examen du cadre de financement<sup>13</sup>. Il ne diffère pas fondamentalement du programme de pays, qui a été approuvé par le Conseil d'administration en février 2016 et qui s'appuyait déjà sur l'examen stratégique 2014 de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie, le Plan national de développement à moyen terme du Gouvernement pour 2015–2019 et le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour 2016–2020.

---

<sup>11</sup> WFP/EB.1/2016/6/2.

<sup>12</sup> WFP/EB.2/2016/4-C/1/Rev.1\*.

<sup>13</sup> WFP/EB.2/2016/5-B/1/Rev.1.

46. Compte tenu des conclusions de l'examen stratégique, des consultations menées avec le Gouvernement et d'autres partenaires, et des enseignements tirés de l'évaluation du portefeuille de pays, le PAM ne fournira plus d'assistance alimentaire à moins que le Gouvernement n'en formule la demande à la suite de la déclaration d'une situation d'urgence de niveau 3.
47. En revanche, le PAM s'appuiera sur ses connaissances, son expérience et ses partenariats pour fournir des conseils en matière de politiques et conduire des activités de développement des capacités et de partage des connaissances. Ces activités seront intégrées dans les structures publiques pour favoriser l'obtention d'effets directs durables.

### 3. Orientation stratégique du PAM

#### 3.1 Direction, orientations et impact escompté

48. Le PAM aidera le Gouvernement à atteindre les cibles ambitieuses en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui sont définies dans le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 et dans l'ODD 2.
49. Le PAM vise à optimiser l'impact des investissements publics concernant la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction des risques de catastrophe, en fournissant des conseils techniques, en conduisant des activités de développement des capacités et en promouvant les meilleures pratiques internationales.
50. Les activités et les produits du présent PSP intégreront la problématique hommes-femmes, la protection, la nutrition et les facteurs de risque de catastrophe. Le PAM s'attachera à tirer parti du rayonnement, du savoir-faire et des ressources du secteur privé en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de moyens logistiques d'urgence.

***Effet direct stratégique 1: Réduction de l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an, la priorité étant donnée aux personnes et aux régions les plus vulnérables grâce à l'adoption d'une approche fondée sur des données probantes***

51. Le Gouvernement souhaite coopérer avec le PAM dans le cadre de deux des grandes orientations définies dans le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019, à savoir: i) améliorer la qualité des aliments consommés et de la nutrition en encourageant l'adoption d'une alimentation équilibrée; et ii) atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.
52. L'effet direct stratégique 1 contribuera à la réalisation de l'Objectif stratégique 1 et du résultat stratégique 1 du PAM, ainsi que de la cible 1 de l'ODD 2, en vue d'aider le Gouvernement à parvenir à la sécurité alimentaire.

***Produit 1.1: Les systèmes de collecte et d'analyse de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle nationale et infranationale sont améliorés***

53. Le Gouvernement investit plus de 7 milliards de dollars pour atteindre ses objectifs relatifs à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Pour mesurer l'impact de cet investissement, il faudra impérativement renforcer les capacités de suivi des progrès accomplis et d'analyse des données, afin que les ressources publiques puissent être allouées aux domaines les plus prometteurs ou qui en ont le plus besoin.
54. Le PAM épaulera l'amélioration du système public de suivi de la sécurité alimentaire et d'alerte rapide, et permettra ainsi aux responsables politiques de fonder leurs décisions sur des données factuelles actualisées. Un tableau de bord interactif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle fournira à ces responsables une vue d'ensemble de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, ainsi que des indicateurs de suivi temporels, tels que les prix des denrées alimentaires, les conditions climatiques, le statut agricole des terres arables et la prévalence de la malnutrition aiguë.
55. Ce produit permettra au Gouvernement d'améliorer ses rapports relatifs aux indicateurs des ODD et fournira des éléments d'information utiles pour le ciblage et le suivi d'autres interventions du PAM. Il aidera également le PAM à sensibiliser le Gouvernement à la nécessité de donner la priorité aux groupes et aux districts vulnérables et de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

56. Au titre de ce produit, le PAM coopérera avec le Ministère de l'agriculture, l'Agence de météorologie, climatologie et géophysique et le Bureau de la statistique, la FAO, le FIDA et l'initiative de traitement des données Global Pulse du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Activité 1: Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes*

57. L'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du bureau de pays fera fond sur sa collaboration avec l'Agence chargée de la sécurité alimentaire pour améliorer l'analyse des données aux niveaux national et provincial, en vue de faciliter les décisions concernant l'allocation des ressources. D'ici à la fin de 2020, il est prévu que tous les éléments ci-après soient pleinement intégrés dans les procédures opératoires et les systèmes des administrations.
58. Une assistance technique sera fournie pour mettre en place le tableau de bord interactif sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Bureau du Président, au Ministère de la planification du développement national, au Ministère de l'agriculture et à l'Agence nationale de gestion des catastrophes.
59. En collaboration avec la FAO, le PAM apportera une assistance technique à l'appui de la création d'un système d'information national unifié sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en utilisant les composantes existantes et en les harmonisant. Les données produites seront saisies dans un système de données unique, qui pourra être employé à des fins d'alerte rapide dans le cadre du tableau de bord sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
60. Grâce aux données fournies par le système de suivi perfectionné, le PAM et la FAO continueront d'aider le Ministère de l'agriculture et l'Agence de météorologie, climatologie et géophysique à préparer des bulletins trimestriels de suivi de la sécurité alimentaire, avec le concours d'autres organismes gouvernementaux. Le Gouvernement pourra ainsi disposer de données de suivi fiables et actualisées.
61. Le PAM améliorera également les atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, en affinant la méthodologie et en renforçant la collaboration avec le Bureau indonésien de la statistique. Les améliorations consisteront notamment à prendre en compte des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire tirés de l'enquête socioéconomique nationale, qui porte sur les habitudes de consommation alimentaire au niveau du ménage, et à mettre davantage l'accent sur l'insécurité alimentaire en milieu urbain.

***Effet direct stratégique 2: Augmentation de la proportion de consommateurs indonésiens qui adoptent une alimentation plus équilibrée, permettant à l'Indonésie d'atteindre sa cible nationale en matière de régime alimentaire souhaitable (92,5) d'ici à 2019***

62. Dans la population indonésienne, tous les quintiles de richesse, du plus pauvre au plus riche, affichent des taux élevés d'émaciation et de retard de croissance, alliés à une progression du surpoids et de l'obésité, ce qui semble indiquer que le comportement – outre les revenus, le fait que l'on soit un homme ou une femme, et l'accès à la nourriture, aux services de santé et à l'assainissement – joue un rôle non négligeable dans l'état nutritionnel.
63. Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition privilégie l'évolution des comportements en matière de consommation alimentaire, et accorde une attention particulière à la diversité des aliments locaux.
64. Lors de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition, il a été recommandé aux gouvernements, agissant en concertation avec d'autres parties prenantes, de "mener des campagnes de 'marketing social' adéquates et [de] mettre en œuvre des programmes de communication autour des changements de style de vie de manière à promouvoir l'activité physique, la diversification des régimes alimentaires, la consommation d'aliments riches en micronutriments comme les fruits et légumes, y compris les aliments traditionnels locaux..."<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> Deuxième Conférence internationale sur la nutrition. 2014. *Document final de la Conférence – Cadre d'action*, Recommandation 21. Rome: FAO et OMS. ICN2 2014/3 Corr.1.

65. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie a souligné qu'il fallait changer les attitudes à l'égard de la nutrition équilibrée, et a fait valoir que le PAM disposait d'un avantage comparatif du fait de sa collaboration avec le Gouvernement, le secteur privé et les communautés. Le PAM collaborera avec les ministères de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, ainsi que des institutions des Nations Unies et des partenaires du secteur privé dans le cadre d'une campagne visant à promouvoir une alimentation nutritive et équilibrée chez certains groupes, notamment les adolescentes et les femmes et les hommes qui jouent un rôle majeur dans la nutrition du ménage.
66. L'effet direct stratégique 2 contribue à la réalisation de l'Objectif stratégique 2 et du résultat stratégique 2 du PAM, ainsi que de la cible 2 de l'ODD 2.

*Produit 2.1: Des campagnes sur mesure sont menées auprès des populations ciblées pour promouvoir une alimentation équilibrée*

67. D'ici à 2020, cette campagne vise à donner à 6 millions d'adolescentes un accès à l'information publique sur l'adoption d'une alimentation équilibrée.
68. Dans le cadre du mouvement Healthy Indonesia lancé par le Ministère de la santé, la campagne s'appuiera sur les directives révisées concernant l'alimentation publiées par ce ministère et l'OMS, et sera dirigée par un comité composé de représentants du Gouvernement, d'institutions des Nations Unies, du réseau d'entreprises SUN et de médias. Les conflits d'intérêts potentiels seront gérés au moyen de mécanismes mis en place par le Gouvernement et par SUN.

*Activité 2: Promouvoir l'adoption d'une alimentation équilibrée pour lutter contre la dénutrition et le surpoids*

69. En accord avec le modèle transthéorique du changement de comportement, des informations sur les régimes alimentaires équilibrés seront communiquées par la voie des médias, de l'industrie du spectacle, des groupements de femmes et des organisations religieuses. Des études de marché permettront d'optimiser les messages dispensés et le choix des médias pour cibler les adolescentes et les mères. Le recours aux connaissances spécialisées du secteur privé en matière de marketing facilitera la mise au point de méthodes fondées sur des données factuelles pour faire évoluer les habitudes de consommation. Dans le souci d'encourager les adolescentes à adopter une alimentation équilibrée, la campagne exploitera plusieurs canaux de communication, notamment la télévision, les médias sociaux et l'industrie du spectacle.
70. Pour stimuler le changement des comportements, la campagne sera personnalisée au moyen d'une application sur téléphone portable. Selon les données du Ministère de la communication et de l'information, en 2012, sur les 82 millions d'internautes indonésiens, 80 pour cent avaient entre 15 et 19 ans<sup>15</sup> et 51 pour cent étaient de sexe féminin. En 2015, on comptait 55 millions d'utilisateurs de smartphones en Indonésie<sup>16</sup> et ce nombre devrait atteindre 100 millions d'ici à 2018<sup>15</sup>.
71. Dans un pays aussi varié que l'Indonésie, il est important de transmettre un message homogène, mais les activités et les actions locales doivent être adaptées aux groupes démographiques et aux régions concernés. La communication pourrait passer par des démonstrations culinaires et des concours dans les centres commerciaux urbains, mais aussi mettre à contribution les groupements de femmes et les associations religieuses dans les zones reculées. Plus de 70 pour cent des filles âgées de 16 à 18 ans étant encore scolarisées, il sera aussi utile d'intervenir dans les établissements scolaires.
72. On adoptera une approche tenant compte des différences entre les sexes et notamment des besoins différents des filles et des garçons, et des hommes et des femmes pour ce qui est d'acheter, de préparer et de consommer la nourriture.

---

<sup>15</sup> <https://kominfo.go.id/>

<sup>16</sup> <http://techno.okezone.com/read/2015/09/19/57/1217340/>

*Produit 2.2: Les programmes nationaux de protection sociale et de repas scolaires sont conçus de manière à améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires*

73. En 2014, le Gouvernement indonésien a affecté 0,5 pour cent de son PIB à la sécurité et au bien-être sociaux, et 3,6 pour cent à l'éducation; ces dépenses ont considérablement augmenté en 2016. Ces programmes ont fait leur preuve en matière de réduction de la pauvreté mais, pour l'heure, ont eu peu d'incidence sur l'état nutritionnel. Ce produit vise à ajouter une dimension nutritionnelle aux transferts de vivres et aux transferts monétaires et à épauler le développement du programme de repas scolaires dans le pays.
74. En appuyant les repas scolaires, ce produit contribuera à la réalisation de l'ODD 4 relatif à la qualité de l'éducation. Le soutien apporté au programme public de protection sociale concourra également à la réalisation de l'ODD 1 relatif à la réduction de la pauvreté.

*Activité 3: Améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de repas scolaires et de protection sociale*

75. En 2015, les ministères de l'éducation et de la santé ont décidé de relancer les activités d'alimentation scolaire à l'échelle nationale et infranationale, et ont demandé conseil au PAM sur les moyens d'accroître les avantages nutritionnels du programme national.
76. Entre 2012 et 2015, le PAM a expérimenté la distribution de repas scolaires préparés notamment avec des aliments locaux. Les recettes étaient conçues pour satisfaire le goût des populations locales et lutter contre les carences en vitamines et en fer. Les vivres étaient achetés à des agriculteurs locaux, les écoles étaient encouragées à aménager des jardins dans lesquels les enfants pouvaient cultiver des fruits et des légumes riches en nutriments, et une initiation à l'hygiène et à la nutrition était intégrée dans les programmes scolaires. Une évaluation du programme a permis de constater que les enfants des écoles participantes étaient davantage susceptibles d'être assidus et de ne pas abandonner l'école.
77. En s'appuyant sur son cadre général de ressources disponibles pour les programmes de repas scolaires issus de la production locale, le PAM renforcera le programme public de repas scolaires dans le primaire, en apportant notamment une assistance technique aux fins suivantes: i) intégrer des objectifs nutritionnels dans les programmes de repas scolaires nationaux et infranationaux; ii) élaborer des directives pour garantir une approche uniforme et l'évaluabilité; iii) offrir des modules de formation aux fonctionnaires des administrations et au personnel des écoles et des organisations non gouvernementales (ONG) pour les préparer à la mise en œuvre du programme; iv) assurer le ciblage géographique des programmes de repas scolaires en fonction d'une analyse actualisée de la sécurité alimentaire et de la nutrition; v) établir des systèmes de suivi et d'évaluation pour recenser les problèmes potentiels, veiller à l'efficacité des programmes et promouvoir un usage judicieux des fonds; vi) mettre en place un système de réclamations et d'établissement de rapports pour renforcer la responsabilité envers les bénéficiaires, les parties prenantes et les donateurs; vii) réaliser des études de référence et d'impact pour mesurer l'efficacité du programme; et viii) élaborer du matériel destiné à appuyer les composantes du programme national de repas scolaires relatives à l'éducation nutritionnelle et à l'hygiène.
78. Dans le souci de renforcer la viabilité à long terme du programme de repas scolaires, il a été demandé au PAM d'élaborer une feuille de route stratégique relative à la transposition du programme de repas scolaires à l'échelle nationale, et notamment d'estimer le coût connexe.
79. Le Ministère des affaires sociales a fait part de son souhait de tirer parti des dispositifs de protection sociale, tels que le programme Espoir pour les familles et *Rastra*, pour en améliorer les effets directs en matière de nutrition à l'intention des millions de familles bénéficiaires. Le Gouvernement a demandé conseil au PAM s'agissant de fonder la protection sociale sur les transferts de vivres et les transferts de type monétaire pour optimiser le ciblage, le suivi et l'évaluation, et de recourir à d'autres mesures pour sensibiliser à la diversification du régime alimentaire et promouvoir les bonnes pratiques en matière d'alimentation, de soins et d'hygiène.
80. Compte tenu du mauvais état nutritionnel d'un grand nombre de personnes, les interventions à la suite de catastrophes doivent tenir compte des besoins nutritionnels pour pérenniser les résultats. Dans le cadre du soutien qu'il apporte au Gouvernement, le PAM pourrait émettre des conseils sur les moyens d'assurer l'accès à des aliments nutritifs pendant les situations d'urgence, en

examinant les diverses options de transferts, à savoir sous forme d'espèces, de bons électroniques ou de vivres. Le choix de la modalité dépendra de la viabilité des marchés et des préférences des bénéficiaires, ainsi que de considérations liées à la problématique hommes-femmes.

***Effet direct stratégique 3: Renforcement des capacités logistiques d'urgence de l'Indonésie pour permettre au pays de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée***

81. Le Plan national de développement à moyen terme a intégré la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique y est reconnue comme nécessaire.
82. En 2015, l'Indonésie a été frappée par plus de 1 600 catastrophes naturelles – dont 95 pour cent étaient d'origine météorologique. Les inondations et les glissements de terrain ont été les plus fréquents et ont causé le plus grand nombre de pertes en vies humaines. La sécheresse due au phénomène El Niño a favorisé les incendies de forêts, qui ont touché 60 millions de personnes et entraîné une perte économique de 16 milliards de dollars – soit 1,9 pour cent du PIB national<sup>17</sup>. L'Agence nationale de gestion des catastrophes a dépensé plus de 720 milliards de rupiahs indonésiennes (53 millions de dollars) en interventions d'urgence; d'autres ministères, notamment ceux des affaires sociales, de l'agriculture et de la défense, ont également contribué à ces opérations.
83. L'effet direct stratégique 3 contribuera à la réalisation de l'Objectif stratégique 1 et du résultat stratégique 1 du PAM, ainsi que de la cible 1 de l'ODD 2<sup>18</sup>.

*Produit 3.1: Un réseau national d'approvisionnement humanitaire est mis en place et exploité*

84. La taille et les caractéristiques géographiques de l'Indonésie rendent les interventions d'urgence particulièrement difficiles sur le plan logistique et opérationnel. Lorsqu'une catastrophe survient, les moyens d'intervention utilisés de façon intensive.
85. Le classement de l'Indonésie selon l'indice de performance logistique s'est amélioré, puisque le pays est passé de la 76<sup>ème</sup> place en 2010 à la 53<sup>ème</sup> place en 2014<sup>19</sup>. Toutefois, la multiplicité des couches bureaucratiques et la fiabilité insuffisante des systèmes de mise en œuvre constituent les principaux obstacles à l'efficacité opérationnelle.
86. Le Gouvernement indonésien s'efforce de réduire les risques de catastrophe et d'améliorer la résilience en cas de crise. Dans cette perspective, l'une de ses stratégies consiste à établir un réseau national comportant six plateformes d'intervention humanitaire – une dans chaque île principale – pour être en mesure de venir en aide plus rapidement et plus efficacement aux populations touchées.

*Activité 4: Améliorer la préparation et les interventions en cas de situation d'urgence à l'échelle nationale et infranationale grâce à l'établissement d'un réseau intégré de plateformes logistiques situées à des emplacements stratégiques*

87. À la demande de l'Agence nationale de gestion des catastrophes, le PAM donnera des avis sur la conception et l'emplacement de six plateformes logistiques, dont la création est prévue dans le cadre du Plan national de développement à moyen terme, et assurera des formations et un appui technique à l'intention des équipes administratives et techniques des plateformes. Il aidera également le Gouvernement à élaborer un plan directeur de la logistique et donnera des avis sur la gestion des entrepôts, le stockage mobile, les capacités opérationnelles et le transport. En outre, il épaulera l'Agence nationale de gestion des catastrophes et les organismes homologues à l'échelle des provinces et des districts, s'agissant d'évaluer les capacités logistiques et de mettre en place un système d'inventaire du matériel d'urgence et des articles de secours.

<sup>17</sup> Banque mondiale. Bulletin trimestriel d'information économique pour l'Indonésie, décembre 2015.

<sup>18</sup> D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

<sup>19</sup> <http://lpi.worldbank.org/international/global>

88. Cette activité contribuera à la détermination de l'emplacement le plus stratégique pour chaque plateforme et permettra de mettre au point des spécifications de conception et des spécifications techniques, d'installer des systèmes de gestion des entrepôts et de suivi des produits, de développer les capacités nationales et infranationales en matière de gestion des plateformes et d'intervention d'urgence, et de faire en sorte que les plateformes soient correctement administrées.
89. Compte tenu de son rôle de chef de file des modules mondiaux de la logistique et des télécommunications d'urgence, le PAM planifiera des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention, afin de pouvoir appuyer les opérations de secours du Gouvernement en cas d'urgence de niveau 3. Il continuera de collaborer avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire, des ONG et des organisations religieuses aux fins du renforcement des capacités et de l'amélioration de l'état de préparation.

### **3.2 Transition et stratégie de retrait**

90. Le PSP étant établi en fonction des besoins recensés dans le Plan national de développement à moyen terme, il appartient aux ministères d'exécution de fournir toutes les ressources et tout le personnel nécessaires pour que le Gouvernement puisse exécuter les activités. Le PAM collaborera avec ces organismes de manière à assurer le transfert officiel de tous les outils et de la responsabilité de tous les programmes, afin d'en faciliter la transposition.
91. D'ici à la fin de 2020, si la croissance économique de l'Indonésie et ses progrès en matière de sécurité alimentaire se poursuivent au même rythme, il est probable que les effets directs stratégiques du présent PSP soient obtenus, ce qui fera du PSP la dernière intervention nécessaire conduite par le PAM.
92. Le double fardeau de la malnutrition persistera probablement au-delà de 2020. Si une évaluation du programme du PAM conclut que les approches novatrices décrites dans le présent PSP ont permis d'obtenir les effets directs souhaités, la responsabilité de l'application de ces approches sera transmise au Gouvernement afin qu'il les poursuive.
93. Si une situation de crise importante de niveau 3 venait à se déclarer après 2020, le PAM serait prêt à fournir son assistance, si nécessaire.
94. Pendant toute la durée du PSP, le PAM examinera les possibilités de valoriser l'expérience considérable de l'Indonésie en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de préparation aux situations d'urgence en vue d'en faire profiter d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud ou de la coopération triangulaire.

## **4. Modalités d'exécution**

### **4.1 Analyse des bénéficiaires**

95. Étant donné que, dans le cadre du présent PSP, le PAM ne fournira pas d'assistance alimentaire à quiconque, il n'est pas possible d'estimer le nombre de bénéficiaires directs. En revanche, on peut estimer le nombre de personnes susceptibles de bénéficier indirectement des activités proposées. Il est possible qu'un grand nombre de ces bénéficiaires soient doublement ciblés: par exemple, une partie des 6 millions d'adolescentes concernées par la campagne d'information sur la nutrition peuvent également participer au programme *Rastra* et figurer parmi les 9 millions de personnes qui ne seront plus exposées à une insécurité alimentaire grave.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>		
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Bénéficiaires indirects (cibles fixées par le Gouvernement)</b>
1: Réduction de l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an, la priorité étant donnée aux personnes et aux régions les plus vulnérables grâce à l'adoption d'une approche fondée sur des données probantes	1. Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes	Nombre de personnes exposées à une insécurité alimentaire grave réduit de 9 millions
2: Augmentation de la proportion de consommateurs indonésiens qui adoptent une alimentation plus équilibrée, permettant à l'Indonésie d'atteindre sa cible nationale en matière de régime alimentaire souhaitable (92,5) d'ici à 2019	2: Promouvoir l'adoption d'une alimentation équilibrée pour lutter contre la dénutrition et le surpoids	6 millions d'adolescentes
	3: Améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de protection sociale	15 millions de bénéficiaires du programme <i>Rastra</i> (riz subventionné) 6 millions de participants au programme <i>Espoir pour les familles</i> 100 000 bénéficiaires de repas scolaires en 2017
3: Renforcement des capacités logistiques d'urgence de l'Indonésie pour permettre au pays de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée	4: Améliorer la préparation et les interventions en cas de situation d'urgence au moyen de l'établissement d'un réseau intégré de plateformes logistiques	70 millions d'Indonésiens exposés à un risque élevé de catastrophes naturelles

#### 4.2 Transferts

96. Le PAM assurera des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique en vue de perfectionner durablement les systèmes, les institutions et les programmes publics visant à éliminer la faim. Il s'emploiera à favoriser le partage des connaissances et à améliorer les systèmes et la formation et appuiera les dispositifs de suivi et d'évaluation. Si une situation d'urgence de niveau 3 nécessitant une assistance internationale se déclarait, le PAM et le Gouvernement décideraient de la meilleure combinaison de transferts alimentaires, de transferts de type monétaire, de moyens logistiques et d'assistance technique à apporter.
97. Le PAM tirera parti de ses capacités d'analyse pour faire comprendre à toutes les parties prenantes les causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans la droite ligne de son soutien en faveur de la transparence et des initiatives de libre accès aux données, les rapports, les études, les atlas et les bases de données seront divulgués comme des biens publics, avec des avertissements concernant la protection des données et la confidentialité. Ces travaux seront réalisés en collaboration avec le Bureau chargé de la sécurité alimentaire et d'autres parties prenantes afin de donner des bases solides à l'élaboration des programmes et des politiques.
98. Le soutien du PAM sera conçu et mis en œuvre de façon à optimiser les effets positifs sur la nutrition.

99. Conformément à la politique du PAM relative à la problématique hommes-femmes (2015-2020)<sup>20</sup>, le présent PSP promouvra des approches susceptibles de transformer la situation des hommes et des femmes et contribuera à l'analyse des inégalités entre les sexes et à l'autonomisation des femmes. Il mettra l'accent sur la problématique hommes-femmes pour faire en sorte que les interventions tiennent compte des besoins différents des deux sexes.
100. Toutes les activités intégreront des éléments liés à la réduction des risques de catastrophe, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe<sup>21</sup>.
101. Les effets directs stratégiques et les activités privilégieront les effets de synergie. Ainsi, l'effet direct stratégique 1 permettra de déterminer les systèmes d'information propres à appuyer le mouvement SUN, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. En promouvant une alimentation équilibrée, l'activité 2 devrait stimuler la demande en aliments nutritifs produits par les petites exploitations familiales. L'activité 3 vise à encourager les écoliers à diversifier leur régime alimentaire, au moyen de repas scolaires préparés avec des produits locaux; l'appui en faveur de la protection sociale peut s'étendre aux interventions déployées en cas de crise. La préparation aux situations d'urgence, faisant l'objet de l'activité 4, bénéficiera de l'amélioration de la qualité des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition générées dans le cadre de l'activité 1 ainsi que de la communication de ces données en temps voulu, car cela permettra de cerner plus précisément les besoins en cas de catastrophe naturelle.
102. Parmi les innovations opérationnelles figure un partenariat multipartite visant à encourager l'adoption d'une alimentation équilibrée et saine. Ce partenariat appuiera ses travaux sur les dernières données factuelles issues de travaux de recherche et d'interventions concernant la malnutrition, et expérimentera des techniques permettant d'influer sur les choix alimentaires de groupes de population particuliers.
103. Les modifications du modèle de fonctionnement du PAM sont notamment les suivantes: arrêt des distributions directes de vivres, renforcement de la collaboration avec le Gouvernement et établissement de partenariats avec le secteur privé allant au-delà du soutien financier, par exemple avec la prestation de services spécialisés de marketing.

#### **4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel**

104. Le présent PSP s'inspire des programmes précédents du PAM et renforce la participation de celui-ci au développement des capacités à l'échelle du pays, des provinces et des districts dans le cadre d'une stratégie globale.
105. Le bureau de pays du PAM devra se montrer souple et capable de répondre aux besoins du Gouvernement à mesure qu'ils se font jour dans un contexte de développement rapide. Il s'appuiera sur le savoir-faire du Siège et du bureau régional s'il y a lieu.
106. La structure des effectifs du bureau de pays a été conçue pour que le personnel soit apte sur le plan technique à interagir avec les homologues gouvernementaux et les représentants du secteur privé.

#### **4.4 Partenariats**

107. Conformément à la stratégie du PAM en matière de partenariat, un large éventail d'acteurs œuvrera à l'obtention des effets directs stratégiques. Le principal partenaire du PAM est le Gouvernement, et le plan d'action du programme de pays est signé par le Ministère de la planification du développement national. Chaque activité sera conduite avec le ou les ministères concernés, à savoir le Ministère coordonnateur du développement humain et de la culture, les ministères de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, ainsi que l'Agence de météorologie, climatologie et géophysique et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Ces organismes ont participé à l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie réalisé en 2014 et ont été consultés au sujet du portefeuille de coopération que le PAM se propose de mettre en œuvre.

---

<sup>20</sup> WFP/EB.A/2015/5.A.

<sup>21</sup> <http://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework>

108. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM coopérera avec: i) les ministères de la santé, de l'éducation, des affaires sociales et de la planification du développement; ii) le Secrétariat du mouvement SUN, le Réseau d'entreprises SUN, et le Réseau des donateurs et le Réseau des Nations Unies du mouvement SUN; iii) l'OMS et l'UNICEF; et iv) des organisations de la société civile et des médias locaux, nationaux et internationaux. Le PAM s'efforcera également de mobiliser des compétences spécialisées et des ressources financières auprès du secteur privé afin d'optimiser l'efficacité des campagnes pour un changement de comportement et en mesurer l'impact.
109. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM poursuivra sa collaboration avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes aux niveaux national et provincial. La concertation avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire, l'OCHA, l'Agence humanitaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Office of Foreign Disaster Assistance des États-Unis permettra de limiter autant que possible les doublons. Le PAM continuera d'appuyer les modules de la logistique et des télécommunications d'urgence à l'échelle nationale et provinciale, en collaboration avec les associations du secteur de la logistique et des télécommunications.

## 5. Gestion de la performance et évaluation

### 5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

110. Une étude de référence est en cours et des mécanismes de suivi et d'évaluation sont mis en place pour mesurer les effets du PSP au regard du nouveau Cadre de résultats institutionnels<sup>22</sup>. Le PSP sera ajusté selon que de besoin sur la base des données factuelles recueillies au cours de la mise en œuvre.
111. Le PSP sera mis en œuvre pendant la période allant de 2017 à 2020, en phase avec le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 et le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour 2016–2020. Un examen à mi-parcours permettra de préciser les ajustements à apporter et de déterminer si des ressources suffisantes sont disponibles.
112. L'évaluation du programme de pays du PAM pour 2009–2013 a fait apparaître que les mécanismes institutionnels d'établissement de rapports ne rendaient pas compte de la totalité des progrès accomplis et des résultats obtenus en matière de développement des capacités. Avec le concours du bureau régional et du Siège, le bureau de pays et le Gouvernement élaborent actuellement un plan concernant l'évaluation des besoins en matière d'activités de développement des capacités institutionnelles et la mesure des effets à long terme sur les capacités nationales.
113. Des ressources seront inscrites au budget du PSP pour l'intégration de la problématique hommes-femmes, la gestion de la performance, le suivi et l'évaluation. Chaque fois que cela sera possible, les données seront ventilées par sexe.

### 5.2 Gestion des risques

#### *Risques contextuels, programmatiques et institutionnels*

114. La vulnérabilité de l'Indonésie face aux catastrophes naturelles expose ses habitants à des risques constants. Le Gouvernement est en mesure de faire face à la plupart des catastrophes naturelles, mais si une catastrophe particulièrement grave survenait, les partenaires du PAM pourraient tourner leur attention vers l'intervention d'urgence, ce qui ralentirait l'action du Programme en faveur du développement des capacités. En cas d'urgence de niveau 3, le PAM peut également être appelé à fournir une assistance alimentaire d'urgence. Il s'efforce d'atténuer ce risque en renforçant la capacité d'intervention du Gouvernement et en se tenant prêt à réagir dans le cadre d'une équipe de pays pour l'action humanitaire qui soit solide.
115. L'expérience acquise au cours d'interventions précédentes a montré que les études statistiques, en particulier dans le domaine de la nutrition, devaient être étroitement supervisées si l'on voulait que le PAM et le Gouvernement puissent tirer des conclusions de la mise en œuvre des projets. Pour faire en sorte que ces études satisfassent aux normes internationales, le PAM s'attachera à

<sup>22</sup> WFP/EB.2/2016/4-B/1/Rev.1\*.

établir des partenariats avec des établissements universitaires et associera son personnel technique à toutes les étapes de la conception de l'étude, de la collecte de données, de l'analyse et de l'établissement des rapports.

116. Il existe un risque que le PSP ne dispose pas de ressources suffisantes pour être viable. Les changements au sein du Gouvernement ou la rotation fréquente du personnel des administrations, en particulier au niveau infranational, pourraient nuire à l'efficacité du développement des capacités. Pour atténuer ce risque, le Gouvernement envisage de mettre en place un mécanisme juridique qui lui permettrait de contribuer aux activités du PAM, et celui-ci n'exécutera que les activités disposant d'un financement suffisant.

#### ***Processus de gestion des risques existants et prévus***

117. La collaboration du PAM avec le Gouvernement concernant l'amélioration de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise contribue à atténuer les risques associés aux catastrophes naturelles. Le PAM veille également à maintenir son propre degré de préparation aux interventions d'urgence de niveau 3. Étant donné que plusieurs facteurs climatiques et économiques peuvent provoquer des fluctuations des prix des denrées alimentaires pendant la mise en œuvre du PSP, le PAM s'emploie à préparer avec le Bureau du Président, le Ministère des affaires sociales et l'Agence chargée de la sécurité alimentaire une réponse efficace pour contrer les effets potentiels sur la sécurité alimentaire. Aucune distribution directe de vivres n'étant prévue, les incidences sur les opérations du PAM seront limitées.

#### ***Protection, obligation redditionnelle, gestion des risques sociaux et environnementaux, et sécurité***

118. Le PAM est fermement attaché au respect de l'obligation redditionnelle à l'égard de ses bénéficiaires. Dans la mesure du possible, il veillera à ce que les hommes et les femmes participent directement aux prises de décisions qui influent sur leur existence, afin d'optimiser l'impact de son assistance. Par exemple, les études de marché sur les choix des consommateurs offrent la possibilité de consulter les communautés et d'élaborer des campagnes sur la nutrition tenant compte des résultats obtenus. Des mécanismes garantissant la protection et l'obligation redditionnelle seront intégrés dans l'appui du PAM en faveur des filets de sécurité à dimension nutritionnelle, afin de permettre aux communautés de participer à l'élaboration et au suivi des programmes, et aux bénéficiaires d'exercer un recours lorsqu'ils ne reçoivent pas l'aide à laquelle ils ont droit.
119. Aucun changement important n'a été observé au niveau des conditions de sécurité.

## **6. Des ressources axées sur les résultats**

### **6.1 Budget de portefeuille de pays**

120. Le présent PSP repose sur un budget minimal de 13 millions de dollars sur quatre ans. Un examen à mi-parcours permettra de déterminer la mesure dans laquelle les fonds disponibles permettent de poursuivre le programme.
121. Le tableau 2 présente le coût de chaque effet direct stratégique.

<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Année 1 2017</b>	<b>Année 2 2018</b>	<b>Année 3 2019</b>	<b>Année 4 2020</b>	<b>Total</b>
<b>1</b>	641 112	780 906	767 497	825 168	<b>3 014 683</b>
<b>2</b>	1 130 411	1 331 273	1 292 133	1 391 263	<b>5 145 080</b>
<b>3</b>	1 044 129	1 245 995	1 236 887	1 306 898	<b>4 833 910</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 815 652</b>	<b>3 358 175</b>	<b>3 296 518</b>	<b>3 523 329</b>	<b>12 993 673</b>

\* Ces chiffres incluent les coûts de gestion – les coûts d'appui directs et indirects.

## 6.2 Perspectives de financement

122. Le budget prévu pour ce PSP tient compte des problèmes de financement des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en l'occurrence l'Indonésie. Le montant net de l'aide publique au développement allouée à l'Indonésie est passé de 1,4 milliard de dollars en 2010 à 1,1 milliard de dollars en 2015, et a encore diminué en 2016. Le programme de pays 2012–2015 du PAM n'a reçu que 40 pour cent de son budget de 45 millions de dollars.
123. On observe une augmentation spectaculaire des dépenses publiques relatives aux trois effets directs stratégiques, une part non négligeable du budget national étant désormais affectée à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'éducation et à la réduction des risques de catastrophe.

## 6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

124. Pour financer le présent PSP, il sera principalement fait appel au Gouvernement, à ses partenaires de développement et au secteur privé. Le Gouvernement souhaite examiner la possibilité de cofinancer les activités hautement prioritaires d'institutions des Nations Unies. Mais en attendant que soit approuvé un mécanisme juridique qui lui permettrait de financer des activités du PAM, le Gouvernement: i) fournira un financement de contrepartie substantiel pour couvrir les dépenses publiques associées aux activités financées par le PAM; et ii) s'efforcera de mobiliser des fonds auprès des partenaires de développement habituels pour couvrir les coûts du PAM associés aux activités conjointes.
125. Le bureau du PAM en Indonésie continuera de donner la priorité aux partenariats avec le secteur privé, qui ont représenté la principale source de financement pour le programme de pays 2012-2015. Faisant fond sur le rôle croissant joué par le secteur privé dans la sécurité alimentaire, la nutrition et la préparation aux situations d'urgence, le PAM s'attachera à établir des partenariats qui donnent accès aux connaissances spécialisées, aux réseaux, aux données et aux ressources humaines et financières d'entreprises locales et multinationales.

## 6.4 Approche de hiérarchisation des priorités

126. Les effets directs stratégiques et les activités du PSP figurent tous parmi les priorités du Gouvernement. Étant donné que les fonds seront alloués par les ministères partenaires, les activités seront classées par ordre de priorité en fonction de la disponibilité des fonds publics. Si des fonds externes non liés étaient mis à disposition, les effets directs stratégiques seraient hiérarchisés comme suit:
- i) Effet direct stratégique 2: Les niveaux de malnutrition restent élevés et rares sont les habitants du pays dont l'alimentation est suffisamment équilibrée; cette situation a des incidences directes sur l'aptitude de l'Indonésie à atteindre l'ODD 2. D'après les estimations du Rapport sur la nutrition mondiale, le ratio coût-avantage de chaque rupiah investie dans la nutrition est de 1/48.
  - ii) Effet direct stratégique 1: Les données factuelles recueillies dans le cadre de l'activité 1 sont utilisées pour déterminer les zones géographiques et les groupes vulnérables les plus défavorisés, ce qui permet d'allouer les ressources avec plus de précision.
  - iii) Effet direct stratégique 3: Des interventions d'urgence plus rapides et plus efficaces peuvent contribuer à réduire au minimum les incidences négatives des catastrophes naturelles sur des millions d'Indonésiens et sur l'économie du pays.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'INDONÉSIE (2017-2020)

Texte librement rédigé par le bureau de pays	Éléments du Plan stratégique	Catégories et indicateurs du Cadre de résultats institutionnels
--	------------------------------	---

**Pays:** Indonésie

**Date de démarrage du PSP:** Mars 2017 **Date d'achèvement du PSP:** Décembre 2020

## CADRE LOGIQUE

**But stratégique 1** *Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro*

**Objectif stratégique 1** *Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation*

**Résultat stratégique 1** *Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)*

**Grandes orientations et cibles du Plan national de développement à moyen terme**

Pour parvenir à la souveraineté alimentaire, le Gouvernement vise notamment à: améliorer la qualité de la consommation alimentaire et de la nutrition en encourageant l'adoption d'une alimentation équilibrée; et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.

Dans le Plan national de développement à moyen terme, la réduction des risques de catastrophe prévoit ce qui suit: i) internalisation de la réduction des risques de catastrophe à l'échelle nationale et infranationale; ii) réduction de la vulnérabilité face aux catastrophes; et iii) accroissement des capacités du Gouvernement, des administrations locales et de la société civile en matière de gestion des catastrophes, ce qui implique d'établir dans chaque région des plateformes logistiques pour permettre l'accès aux zones reculées.

**Effets directs du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement**

Effet direct 1: réduction de la pauvreté, développement durable équitable, moyens d'existence et travail décent. Domaines d'action: i) agriculture, développement industriel et sécurité alimentaire; et ii) protection sociale au service de la réduction de la pauvreté.

Effet direct 3: durabilité environnementale et accentuation de la résilience face aux chocs. Domaines d'action: i) atténuation du changement climatique; ii) gestion des catastrophes

**Effet direct stratégique 1** Réduction de l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an, la priorité étant donnée aux personnes et aux régions les plus vulnérables grâce à l'adoption d'une approche fondée sur des données probantes

**Catégorie d'effet direct correspondante**

1.3 Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

**Indicateurs d'effet direct**

1.3.1 Score de capacité Faim zéro

<b>CADRE LOGIQUE</b>	
<b>Produit 1.1</b> Les systèmes de collecte et d'analyse de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle nationale et infranationale sont améliorés <i>Contribue à l'ODD 17</i>	<b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
<b>Activité 1</b> Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes	<b>Catégorie d'activité correspondante</b> 12 Analyse, suivi et évaluation
<b>Effet direct stratégique 3</b> Renforcement des capacités logistiques d'urgence de l'Indonésie pour permettre au pays de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée.	<b>Catégorie d'effet direct correspondante</b> 1.3 Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique  <b>Indicateurs d'effet direct</b> 1.3.2 Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence
<b>Produit 3.1</b> Le réseau national d'approvisionnement humanitaire est renforcé	<b>Catégorie de produit correspondante</b> C Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
<b>Activité 4</b> Améliorer la préparation et les interventions en cas de situation d'urgence à l'échelle nationale et infranationale grâce à l'établissement d'un réseau intégré de plateformes logistiques	<b>Catégorie d'activité correspondante</b> 11 Préparation aux situations d'urgence
<b>But stratégique 1</b> Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro	
<b>Objectif stratégique 2</b> Améliorer la nutrition	
<b>Résultat stratégique 2</b> Personne ne souffre de malnutrition (Cible 2 de l'ODD 2)	
<b>Grandes orientations et cibles du Plan national de développement à moyen terme</b> Pour parvenir à la souveraineté alimentaire, le Gouvernement vise notamment à: améliorer la qualité de la consommation alimentaire et de la nutrition en encourageant l'adoption d'une alimentation équilibrée; et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.	
<b>Effets directs du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement</b> Effet direct 2: accès équitable aux services sociaux et à la protection sociale. Domaines d'action: i) protection sociale – assurance, sécurité sociale; ii) intervention multisectorielle contre la malnutrition; et iii) éducation.	
<b>Effet direct stratégique 2</b> Augmentation de la proportion de consommateurs indonésiens qui adoptent une alimentation plus équilibrée, permettant à l'Indonésie d'atteindre sa cible nationale en matière de régime alimentaire souhaitable (92,5) d'ici à 2019 Dimension nutritionnelle	<b>Catégorie d'effet direct correspondante</b> 2.3 Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel  <b>Indicateurs d'effet direct</b> 2.3.1 Score de capacité Faim zéro

## CADRE LOGIQUE

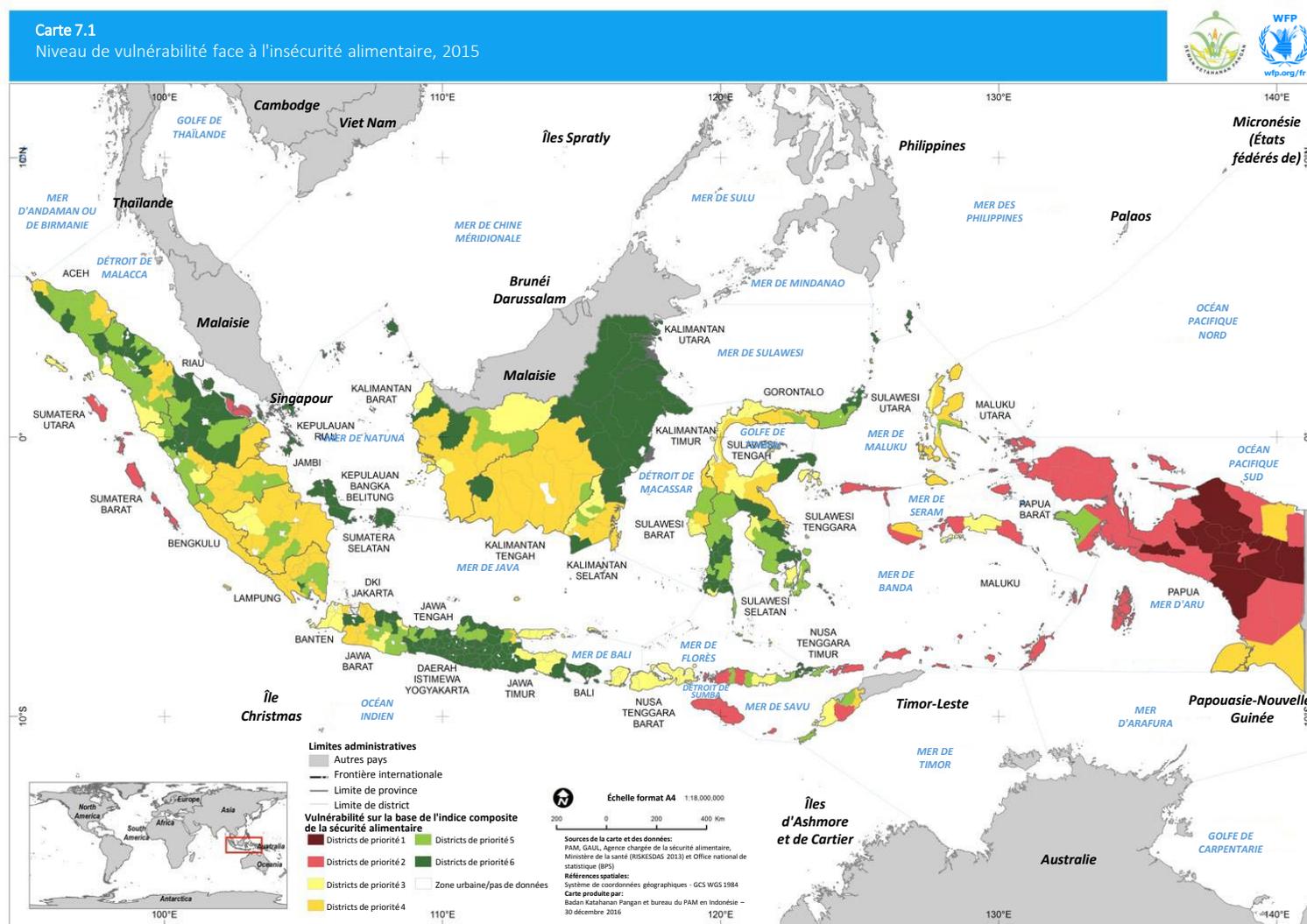
<p><b>Produit 2.1</b> Des campagnes sur mesure sont menées auprès des populations ciblées pour promouvoir une alimentation équilibrée Contribue à l'ODD 3</p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> E Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p><b>Activité 2</b> Promouvoir l'adoption d'une alimentation équilibrée pour lutter contre la dénutrition et le surpoids</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 6 Prévention de la malnutrition</p>
<p><b>Produit 2.2:</b> Les programmes nationaux de protection sociale et de repas scolaires sont conçus de manière à améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires Contribue aux ODD 1, 4, 10 et 17</p>	<p><b>Catégorie de produit correspondante</b> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p><b>Activité 3</b> Améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de repas scolaires et de protection sociale</p>	<p><b>Catégorie d'activité correspondante</b> 4 Repas scolaires</p>

## ANNEXE II

<b>VENTILATION DES COÛTS (À TITRE INDICATIF) (en dollars É.-U.)</b>				
	<b>Résultat stratégique 1 (ODD 2.1)</b>	<b>Résultat stratégique 2 (ODD 2.2)</b>	<b>Résultat stratégique 1 (ODD 2.1)</b>	<b>Total</b>
<b>Effet direct stratégique du PAM</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	
<b>Domaines d'action privilégiés</b>	<b>Renforcement de la résilience</b>	<b>Causes profondes</b>	<b>Renforcement de la résilience</b>	
Transferts	1 768 058	2 907 776	2 879 218	<b>7 555 052</b>
Mise en œuvre	393 682	781 564	587 133	<b>1 762 379</b>
Coûts d'appui directs ajustés (%)	658 694	1 116 049	1 051 447	<b>2 826 189</b>
Total partiel	2 820 435	4 805 388	4 517 798	<b>12 143 620</b>
Coûts d'appui indirects (7 %)	197 222	336 594	316 237	<b>850 053</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 017 657</b>	<b>5 141 982</b>	<b>4 834 035</b>	<b>12 993 673</b>

## ANNEXE III

## Vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire en Indonésie, 2015



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PSP	plan stratégique de pays
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance